



# Webinaire sur la Dignité menstruelle : une approche intégrée genre, droits et EAH (Eau, Assainissement et Hygiène)

## Compte rendu du webinaire

Jeudi 2 avril 2026 | Durée : 2h30

Lien d'enregistrement du webinaire : [ici](#)

### CONTEXTE

Ce webinaire a été organisé en collaboration avec Equipop, dans le cadre de la **journée mondiale de l'eau du 22 mars 2026 intitulée « Accélérer le changement »**, afin de promouvoir une gestion de l'eau plus équitable et inclusive. Pour rappel, d'après l'ONU, plus de 2 milliards de personnes n'ont toujours pas accès à une eau potable gérée de manière sûre et les femmes et les filles en paient le prix fort, puisqu'elles assument 80% de la corvée d'eau dans les foyers non raccordés. Ce webinaire aborde un sujet à la fois crucial et encore trop peu discuté : **le lien entre eau, assainissement et santé menstruelle**. L'événement a permis de croiser l'expertise technique sur l'eau, l'assainissement et l'hygiène du pS-Eau avec une approche féministe et centrée sur les droits, la santé et la dignité menstruelle d'Equipop.

### PRÉSENTATIONS :

**Le Programme Solidarité Eau (pS-Eau)** est un réseau multi-acteurs français engagé depuis plus de 40 ans pour l'accès à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène dans les pays en développement. A ce titre, le pS-Eau réaffirme son engagement pour une approche intégrée de l'EAH. Nous sommes convaincus que la gestion de l'hygiène menstruelle n'est pas seulement une question d'infrastructures, mais un enjeu fondamental de droits humains, de santé publique et d'égalité des genres. L'intégration d'une approche genre dans la mise en place des services d'eau et d'assainissement, contribue d'ailleurs directement à la pérennité et à la durabilité des services, en tenant compte des besoins spécifiques de l'ensemble des usager·e·s.

**Equipop** est une organisation de solidarité internationale féministe. Sa mission est de promouvoir la santé et les droits des femmes et des filles. Pour cela les équipes travaillent aux côtés d'associations et d'activistes engagé·e·s sur plusieurs territoires, en France, en Afrique de l'Ouest et dans la région MENA. Equipop défend une approche transformative de la santé menstruelle, qui consiste à questionner et analyser les rapports de pouvoir afin de redéfinir la manière dont les menstruations sont perçues et vécues dans les sociétés.

## Modératrices :

- **Abiatou Diedhiou** : chargée de mission Education à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale et Prospection pays au **pS-Eau**
- **Jeanne Fournier** : Référente Technique et Accompagnement chez **Equipop**

## Panélistes :

- **Aude N'depo** (Gouttes Rouges Côte d'Ivoire), militante féministe ivoirienne engagée dans la promotion des droits en santé sexuelle et reproductive, avec un focus particulier sur la santé et la dignité menstruelles.
- **Aichatou Salifou** (Oupigui Bénin), une militante féministe Béninoise pour la justice menstruelle. Elle est Vice-présidente de Jeunes Filles Actrices du Développement, fondatrice de Oupigui.
- **Aissatou Sy**, cheffe de projet à l'ONG Gret Sénégal, elle est experte en genre et en gestion de l'hygiène menstruelle, fondatrice de la marque de serviettes hygiéniques réutilisables « Fantaa ».

## INTRODUCTION

L'introduction du webinaire a posé un constat fondamental : la santé menstruelle et l'accès à l'eau dépassent largement le cadre technique pour devenir de véritables **marqueurs de justice sociale**. En révélant qui décide et qui est priorisé, ces enjeux mettent en lumière les populations systématiquement laissées pour compte.

Abiatou Diedhiou a rappelé que réduire les menstruations à une simple question d'hygiène individuelle est une erreur politique. Cette approche hygiéniste, centrée uniquement sur les infrastructures et le biomédical, a pour effet d'invisibiliser les rapports de pouvoir, les normes sociales et les tabous qui affectent pourtant 1,8 milliard de personnes dans le monde.

À l'inverse, adopter le prisme de la **dignité menstruelle** permet de reconnaître les règles comme un fait global lié aux droits et à l'égalité. L'objectif de ce webinaire est donc d'explorer ces liens via une approche :

- **Féministe et intersectionnelle** : pour analyser les inégalités croisées.
- **Décoloniale** : en valorisant les savoirs locaux et en sortant des modèles imposés.
- **Participative** : en co-construisant des solutions qui partent directement du vécu des personnes concernées.

Cette session se veut un espace de plaidoyer collectif pour intégrer pleinement la dignité menstruelle dans les politiques publiques d'eau, de santé et d'éducation.

## Synthèse des interventions :

### Menstruer sans eau = une injustice structurelle

#### 1. L'accès à l'eau et à l'assainissement, un droit fondamental

Question centrale : **Quels sont aujourd'hui les principaux défis d'accès à l'eau et à l'assainissement dans le monde, et en quoi ces enjeux sont-ils liés aux inégalités, notamment de genre ?**

Aissatou Sy (**ONG Gret Sénégal**) a expliqué que les personnes menstruées sont les plus touchées par le manque d'eau en raison des rôles sociaux qui leur sont attribués, notamment la corvée d'eau qui mobilise une part importante de leur temps et de leur énergie. Elle a insisté sur le fait que les besoins spécifiques des personnes menstruées diffèrent de ceux des hommes, tout en étant souvent ignorés dans les processus de décision liés aux projets hydrauliques. L'accès à l'eau courante est une condition indispensable pour maintenir une bonne santé menstruelle, se laver dignement et laver les protections réutilisables afin d'éviter les infections. L'intervenante a également souligné que des infrastructures adaptées dans les écoles sont essentielles pour éviter l'absentéisme et le décrochage scolaire des jeunes filles.

## **2. Santé et dignité menstruelles : AUSSI un droit fondamental**

Question centrale : **Quels sont les enjeux de la santé et de la dignité menstruelle dans ces contextes où l'accès à l'eau est limité ?**

Aichatou Salifou (**JFAD/Oupigui Bénin**) a plaidé pour l'utilisation du terme dignité menstruelle au lieu de gestion de l'hygiène, afin de souligner qu'il s'agit d'un enjeu de droits et non d'un simple problème logistique individuel. Elle a défini la dignité menstruelle comme le droit de vivre ses règles sans peur, sans honte et sans douleur non prise en charge. Elle a mis en lumière la surcharge physique et mentale subie par les personnes menstruées vivant loin des points d'eau, transformant chaque besoin de soins menstruels en enjeu de sécurité. L'intervenante a dénoncé l'absence des traitements contre la douleur dans les programmes WASH classiques et a rappelé que la précarité menstruelle est structurelle : elle frappe dès que les infrastructures publiques n'intègrent pas les besoins menstruels de base.

## **3. Liens entre ces injustices et le patriarcat**

Question centrale : **Pourquoi les questions de santé et de dignité menstruelle restent-elles encore si peu intégrées dans les programmes EAH aujourd'hui ?**

Aissatou Sy a identifié quatre obstacles majeurs. Le tabou persistant qui invisibilise le sujet dans l'espace public. Une approche historiquement techniciste des politiques EAH centrée sur la technique et les infrastructures au détriment des réalités sociales. Un fonctionnement en "silos" entre les secteurs de l'eau, de la santé et de l'éducation, aggravé par des contraintes budgétaires qui privilégient les résultats quantitatifs aux approches transformatrices. Enfin, **la domination d'espaces décisionnels majoritairement masculins**, qui ne reconnaissent pas les produits menstruels comme des biens de première nécessité. Aissatou Sy a rappelé que les programmes EAH ne deviendront de véritables leviers de transformation sociale qu'en adoptant une approche globale, intégrant les normes de genre et les réalités vécues au-delà des seules solutions techniques.

Question : **en quoi ce tabou autour des menstruations est-il un outil de dépolitisation, et quelles conséquences cela a-t-il concrètement sur la conception des politiques et des infrastructures EAH pour les femmes et les filles ?**

Aude N'depo (**Gouttes Rouges/Côte d'Ivoire**) a démontré que le tabou entourant les menstruations dépasse largement le cadre culturel pour devenir un véritable levier de dépolitisation. En rendant le sujet indicible dans l'espace public, il empêche l'allocation de financements dédiés et **freine toute exigence de prise en compte dans les politiques publiques**. Cette invisibilisation structurelle se traduit par une absence de représentation des femmes dans les instances de décision, où le secteur de l'eau

et de l'assainissement (EAH) est traité sous un angle purement technique qui ignore les besoins biologiques et sociaux des personnes menstruées.

L'intervenante a illustré ce constat par l'exemple de la réhabilitation de toilettes scolaires en Côte d'Ivoire : faute d'avoir consulté les jeunes filles, les infrastructures initiales sont restées inutilisées car inadaptées. **Ce n'est qu'en intégrant les principales concernées dans le processus de conception** (identification des besoins : poubelles, verrous, accès à l'eau, espaces de rangement) que les équipements deviennent réellement fonctionnels. Elle conclut que cette exclusion constitue une forme de violence structurelle et patriarcale, **qui détermine ce qui mérite, ou non, d'être visible et financé.**

## **Menstruer sans eau = comment sortir des réponses techniques pour s'attaquer aux héritages coloniaux et aux inégalités structurelles**

### **1. Remettre en question les modèles occidentaux dominants dans les politiques et pratiques de santé menstruelle et EAH**

Question centrale : **En quoi les programmes EAH et de santé menstruelle dominants reproduisent-ils des logiques post-coloniales, et quelles alternatives avez-vous développées à Gouttes Rouges pour co-construire des solutions qui partent véritablement des réalités et des savoirs des personnes menstruées ?**

Aude N'depo a mis en lumière la manière dont les programmes de santé menstruelle dominants reproduisent des logiques post-coloniales en imposant des modèles occidentaux inadaptés. Ceux-ci reposent sur la distribution de protections jetables importées, **sans considération pour leur durabilité économique ou environnementale**, et sur des campagnes de sensibilisation fondées sur des références culturelles exogènes. **Ces approches tendent à réduire les communautés à un rôle passif**, en invisibilisant les savoirs locaux liés au corps et aux cycles menstruels. Elle souligne également l'absence d'approche intersectionnelle dans les politiques actuelles, qui privilégient des indicateurs quantitatifs (nombre de kits distribués) au détriment d'une évaluation réelle de la dignité et de l'accessibilité à long terme. Face à cela, Gouttes Rouges développe une approche alternative : **partir des pratiques existantes (comme l'usage du pagne)** pour co-construire, via des ateliers de couture, des serviettes réutilisables adaptées. Ces initiatives s'accompagnent de kits complets intégrant les conditions de lavage et de séchage, **permettant aux femmes de devenir actrices de leur santé.** Elle appelle ainsi à renforcer les coalitions féministes afin de faire des indicateurs de dignité une norme dans les politiques publiques.

Question : **À quoi consiste l'intégration de la GHM dans les politiques de l'EAH ?**

Pour Aissatou Sy, cette intégration se traduit par une prise en compte croissante du genre dans les politiques publiques, notamment au Sénégal. Elle se matérialise par la construction de toilettes scolaires adaptées, conçues avec la participation des personnes menstruées, ainsi que par le développement de projets d'entrepreneuriat féminin. **Ces initiatives permettent à la fois de produire des solutions locales et de renforcer le pouvoir d'agir des femmes.**

Au niveau institutionnel, un travail de normalisation est mené via l'Agence sénégalaise de normalisation, avec l'élaboration de normes sur les produits et le vocabulaire menstruels. **Cette**

**démarche vise à structurer durablement le secteur et à renforcer le plaidoyer à l'échelle nationale et internationale.**

Question : **Malgré les défis que nous avons évoqués, y a-t-il des initiatives ou des avancées qui montrent une prise de conscience croissante sur ces enjeux, par exemple au niveau national ou local ?**

Aissatou Sy a souligné qu'une prise de conscience croissante se traduit par des avancées concrètes au Sénégal, où les politiques d'eau et d'assainissement intègrent désormais la dimension genre. Des initiatives locales se développent, combinant infrastructures adaptées et sensibilisation communautaire. **L'essor d'un entrepreneuriat féminin contribue également à ancrer ces solutions dans les territoires.** Toutefois, elle insiste sur la nécessité de renforcer ces dynamiques par un plaidoyer collectif et une meilleure coordination entre acteurs.

**Intégration des approches genre et féministe dans les politiques et programmes EAH**

Question : **Comment intégrer les approches genre et féministes dans les politiques et programmes EAH pour garantir la dignité menstruelle ? As-tu des idées sur comment agir différemment dans les politiques et programmes ?**

Aïchatou Salifou souligne le décalage entre les discours institutionnels et la mise en œuvre opérationnelle. Elle recommande de faire de la santé menstruelle une politique à part entière, dotée de financements dédiés et pérennes. **Cela implique également de garantir la liberté de choix des personnes menstruées, sans orienter leurs pratiques.**

Elle appelle à transformer les indicateurs d'évaluation en intégrant des dimensions qualitatives (dignité, sécurité, vécu), et à **impliquer systématiquement les personnes concernées dans la conception des infrastructures.** Enfin, elle insiste sur la nécessité de passer d'initiatives isolées à des dynamiques collectives capables d'influencer les bailleurs et les États.

**CONCLUSION :**

En conclusion, Jeanne Fournier a rappelé que la dignité menstruelle et l'accès à l'eau sont indissociables de la justice sociale. Elle a appelé à **un changement de paradigme**, invitant à replacer les personnes concernées au centre des décisions et à politiser davantage ces enjeux.

L'appel final encourage les individus et les organisations à interroger leurs propres pratiques et privilèges afin de construire des solutions réellement inclusives. **La création d'alliances et la co-construction intersectorielle apparaissent comme des leviers essentiels.**

Pour accompagner ces transformations, Equipop propose des ressources (formations, glossaire - [lien vers le catalogue de formation Equipop](#)), tandis que le pS-Eau offre un appui-conseil technique. Ce webinaire se veut ainsi un point de départ pour renforcer les collaborations en faveur d'une société plus juste.

**Contacts :**

Structure	Contacts
pS-Eau	Ana Sanchez : référente genre : <a href="mailto:ana.sanchez@pseau.org">ana.sanchez@pseau.org</a> Liana Rajaonary : référente hygiène menstruelle : <a href="mailto:rajaonary@pseau.org">rajaonary@pseau.org</a> Abiatou Diedhiou : VSI : <a href="mailto:abiatou.diedhiou@pseau.org">abiatou.diedhiou@pseau.org</a>
Equipop	Jeanne Fournier : <a href="mailto:jeanne.fournier@equipop.org">jeanne.fournier@equipop.org</a>
Panéliste	Aude N'depo : <a href="mailto:audendepo@gouttesrouges.com">audendepo@gouttesrouges.com</a>
Panéliste	Aichatou Salifou : <a href="mailto:saliaichat@gmail.com">saliaichat@gmail.com</a>
Panéliste	Aissatou Sy : <a href="mailto:sya.senegal@gret.org">sya.senegal@gret.org</a>

**Liens utiles :**

[Vous pouvez consulter le site du pS-Eau dans ce lien](#)

[Page pS-Eau sur le genre](#)

[Page pS-Eau sur la gestion de l'hygiène menstruelle](#)

[Vous pouvez consulter le site d'Equipop dans ce lien](#)

[Lien vers le catalogue de formation Equipop](#)